

Numéro 23 - 9 juin 2018

**Le G7 ne nous représente pas**

## **Marche populaire et unitaire contre le G7**



**Le G7 ne nous représente pas**

- Marche populaire et unitaire contre le G7
- Présence du NORAD à l'occasion du G7
- Des citoyens de La Malbaie disent Non au G7

**L'irrationalité des tarifs sur l'acier et l'aluminium**

- L'échec du G7 à la lumière de l'ordre du jour sur le commerce international - *K.C. Adams*

**Opposition au rachat de Kinder Morgan par le gouvernement Trudeau**

- Journée nationale d'action devant les bureaux de circonscription des députés

**Le Canada participe aux exercices bellicistes de l'OTAN**

- Faisons du Canada une zone pour la paix - *Yi Nicholls*

**48e Assemblée générale de l'Organisation des États américains**

- Les États-Unis échouent encore une fois à obtenir la suspension du Venezuela

**18e anniversaire de la Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin 2000**

- Conférence pour la paix sur la péninsule coréenne
- Le site d'essai nucléaire du nord de la RPDC démantelé
- Déclaration d'unité des Coréens-Américains et alliés coréens au sujet du Sommet intercoréen historique et du Sommet États-Unis-RPDC

## Le 74e anniversaire du jour J

- Le débarquement de Normandie - *Hilary LeBlanc*
- Le débarquement de Normandie et la réécriture de l'histoire - *François Lazure*

## Le G7 ne nous représente pas

# Marche populaire et unitaire contre le G7



Dans la soirée du 7 juin, à la veille de l'ouverture du Sommet du G7 à La Malbaie, plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans les rues de Québec pour déclarer fermement que le G7 ne nous représente pas. La manifestation était organisée par le Réseau de résistance anti-G7, le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC), le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, Eau Secours et Ni Québec, ni Canada : projet anticolonial.

Les participants étaient principalement des membres d'organisations communautaires qui défendent les gens les plus vulnérables contre l'austérité antisociale, comme les gens recevant de l'aide sociale et les travailleurs pauvres ; qui défendent les immigrants et les réfugiés, demandent un statut légal pour tous et s'opposent aux déportations ; qui luttent pour le logement social, pour l'environnement et sont du côté des peuples autochtones dans l'affirmation de leurs droits. Le thème qui ressortait de toutes les interventions et de la marche était que le G7 ne nous représente pas, mais représente le capitalisme dans ce qu'il a de plus oppresseur, colonialiste et militariste, camouflé derrière des phrases qui sonnent bien à l'oreille. « Avec le G7, les militaristes parlent de paix, les misogynes parlent de l'égalité des femmes et les capitalistes de l'environnement », a dit un représentant du Réseau de résistance anti-G7.

La représentante du RÉPAC a dit que cette action réunissait des gens de tous les horizons, actifs sur différents fronts et qui se sont réunis pour livrer un message d'unité contre le G7. Elle a dit que les opposants au G7 refusent de s'enfermer dans l'espace que l'élite dirigeante et ses forces policières ont imposé comme la « zone de libre expression », un espace clôturé à La Malbaie. Elle a dit que les actions vont se tenir en pleine rue, au vu et au su de tous.

Une activiste innue a souhaité la bienvenue à tout le monde dans ce qu'elle a appelé les territoires innus, algonquins, cris, attikameks et autres connus sous le nom de Québec. Elle a dit que le G7 poursuit aujourd'hui l'entreprise colonialiste et génocidaire contre les peuples autochtones des premiers temps de la colonisation. Elle a dénoncé en particulier la « stratégie d'extinction des droits ancestraux et du titre autochtone » qui se poursuit aujourd'hui. Elle a dit que depuis les temps des missionnaires, en passant par les réserves indiennes jusqu'à la réconciliation



aujourd'hui, ce sont les objectifs des colonisateurs qui sont poursuivis au détriment des droits ancestraux et de traité des peuples autochtones et de la Terre Mère, qui est mise en danger par ces objectifs. Elle a dénoncé les efforts des pays du G7 pour envahir encore plus de terres autochtones en achetant des chefs autochtones en leur faisant croire que la place des peuples autochtones est à la table des chefs d'État pendant que ceux-ci tentent d'éteindre leurs droits.

Un représentant du Réseau de résistance anti-G7 a traité brièvement des cinq thèmes proposés par le gouvernement Trudeau pour le Sommet du G7 et a mis en lumière les contradictions flagrantes entre les paroles ronflantes et ce qui se passe vraiment dans la réalité. En ce qui concerne la prétention du gouvernement que le G7 vise à « construire un monde plus pacifique et plus sûr », il a rappelé que les populations sont déplacées de force par millions de leurs foyers et de leurs pays à cause des guerres dans lesquelles les pays du G7 sont engagés et qu'elles sont privées de leurs droits quand elles essaient de se faire une vie dans les pays du G7 comme réfugiés et immigrants. Il a dénoncé les ventes d'armes que font les pays du G7 dans le monde pour sécuriser leurs investissements privés.

D'autres orateurs ont mis en lumière différents aspects qui démontrent que le G7 ne nous représente pas.

À la suite des présentations, les participants ont entrepris une marche dans les rues du centre-ville de Québec. Beaucoup de passants ont salué la manifestation de la main et des gens sur leurs balcons ont tapé sur des casseroles en souvenir de la lutte étudiante de 2012. Lorsque la manifestation est passée devant un édifice fédéral, des fonctionnaires fédéraux sont sortis de l'édifice avec les drapeaux et les pancartes de l'Alliance de la fonction publique du Canada pour saluer les manifestants. Pendant une heure et demie, les manifestants ont lancé des slogans contre le G7, le capitalisme et le colonialisme, contre le déploiement policier massif dans la ville et pour un statut pour tous et contre les déportations et contre d'autres attaques des pays du G7 contre les peuples.







La présence policière était des plus envahissante, des policiers armés lourdement et portant tout l'attirail antiémeute, souvent avec des chiens, ressemblant au Robocop des films américains. Ils suivaient les manifestants alors que d'autres étaient postés devant tous les édifices officiels. Selon les rapports des médias, trois arrestations ont été faites pendant la marche, pour des motifs aussi



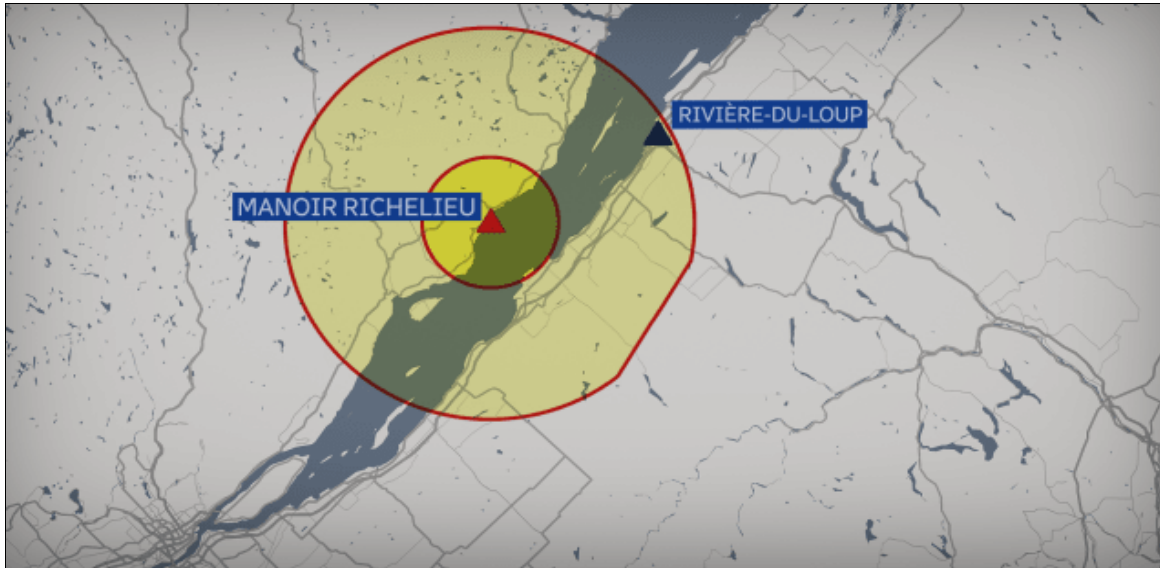
arbitraires que d'avoir « proféré des menaces ». Ce que les manifestants ont vu de leurs yeux, ce sont des jeunes qui se sont fait agripper par la police, se sont fait kidnapper de la manifestation et ont été embarqués de force dans des voitures de police. Les manifestants ont vigoureusement dénoncé les arrestations tout en s'assurant de bien rester groupés et de poursuivre la marche.



(Photos: I. Lévesque, l'activiste, R.M. Mehreen)



## Présence du NORAD à l'occasion du G7



Radio-Canada annonçait le dimanche 3 juin que deux camps militaires temporaires ont été érigés à Saint-Roch-des-Aulnaies et Saint-André-de-Kamouraska pour faire de la surveillance aérienne par radar. Ils ont été installés par le NORAD. Gervais Darais, maire de Saint-André-de-Kamouraska parle des militaires en ces mots : « Ils ne s'identifient pas, ils n'ont pas eu de contact avec la municipalité. Le seul contact qu'on a eu avec eux, c'est quand ils ont demandé au mois de mars qu'on ouvre la route saisonnière qui mène à ce site-là. »

Le maire de Saint-Roch-des-Aulnaies dit que ce serait une dizaine de soldats des armées américaines et canadiennes qui ont été dépêchés. La municipalité a loué l'un de ses terrains pour 1000 \$ par jour.

Les deux municipalités sont situées sur la rive sud du fleuve.

*(Radio Canada)*

---

## Des citoyens de La Malbaie disent Non au G7



Le 3 juin, des groupes communautaires de la région de La Malbaie, où se tient le G7, dont Centre-Femmes aux plurielles et Groupe action jeunesse de Charlevoix, ont organisé une marche et formé une chaîne humaine autour de la clôture entourant la « zone de libre-expression ».

En entrevue, les organisateurs ont souligné l'importance de cette action pour signifier leur opposition au caractère antidémocratique du G7, les conséquences des politiques antisociales des pays du G7 sur leur peuple et le danger de guerre qu'ils représentent. La représentante de Centre-Femmes aux plurielles a aussi souligné en entrevue que les immenses sommes injectées pour la tenue du G7, dont pour la répression politique et la limitation au droit de manifester pacifiquement, auraient dû être investies dans les programmes sociaux.

Durant la manifestation, les citoyens ont exprimé leur colère face à l'occupation de leur région par les chefs d'État et leur pouvoir de police. Ils ont cité l'imposition d'accréditation depuis le lundi 4 juin pour 800 résidents et travailleurs (sur une population de 8000 personnes) pour pouvoir traverser les divers points de contrôle d'une longueur de 13 km le long de la route 362, l'interdiction aux agriculteurs d'étendre du fumier pendant la tenue du sommet, sans compter l'omniprésence des forces policières dans les rues, les eaux et les airs.



Parlant de toutes les mesures de sécurité dont l'immense clôture de 3,7 kilomètres de long et de 3,5 mètres de haut, un participant a dit à la presse : « Au quotidien, on a vu ça s'ériger, c'est le cas de le dire, petit à petit, alors on se sent de plus en plus emmurés, on se sent de plus en plus coincés, on n'a pas de liberté d'action [...]. Ça crée du stress, ça crée de l'angoisse. »

Plusieurs des organisateurs et des participants ont dit qu'ils allaient se joindre aux actions de la ville de Québec pour continuer à dire que le G7 n'est pas le bienvenu au Québec.







(Photos: CIHOFM, Centre-Femmes aux plurielles, Comité populaire Saint-Jean Baptiste, @TheTocsin)



### **L'irrationalité des tarifs sur l'acier et l'aluminium**

## **L'échec du G7 à la lumière de l'ordre du jour sur le commerce international**

**- K.C. Adams -**

Les commentateurs ont écrit et parlé à profusion au sujet du président Trump et de son imposition de tarifs sur l'acier et l'aluminium et son refus de conclure une nouvelle entente de l'ALÉNA. Ce conflit commercial domine le Sommet du G7 dont les membres prétendent être contre les barrières tarifaires et les guerres commerciales et pour un système d'échange fondé sur les règles. Cependant, tous sont unis par la direction néolibérale qu'ils imposent à leur économie et par leur refus de reconnaître les désastres que le G7 engendre dans le monde. Les leaders du G7 et les médias parlent comme si le ciel était en train de nous tomber sur la tête, que nous sommes impuissants et que les actions de Trump sont incompréhensibles. Le commerce international est présenté comme quelque chose d'impondérable et d'incompréhensible pour le commun des mortels.

D'abord, tout est connaissable par l'enquête scientifique, la discussion et l'analyse, y compris les actions des humains. Les humains agissent en fonction des conditions sociales, du niveau des forces productives, de leur conception du monde, de leurs intérêts et du berceau historique dans lequel ils sont venus au monde. Trump agit selon ses conditions sociales, sa conception du monde, ses intérêts privés et son berceau historique impérialiste. Ses actions vis-à-vis le commerce international paraissent irrationnelles parce que le commerce international impérialiste a sombré dans l'anarchie et le chaos, deux caractéristiques de l'irrationalité. Le commerce international est pris dans une contradiction. Sa condition actuelle exige la coopération mais c'est la concurrence à outrance entre intérêts privés pour dominer les marchés et les sources de matières premières qui domine. Cependant, dans





l'irrationalité des conditions et la descente de celles-ci dans le chaos et la crise, un sens se dégage, en particulier la nécessité de changement et comment engendrer ce changement.

## **Les importations d'aluminium aux États-Unis et le tarif de 10 %**

Les oligarques qui contrôlent les secteurs de l'acier et de l'aluminium sont des acteurs mondiaux avec des intérêts privés un peu partout dans le monde. Les oligopoles tels ceux formés par le producteur d'aluminium et l'extracteur de métaux Rio Tinto sont plus grands que certains États en termes de revenu brut et de nouvelle valeur que leurs travailleurs produisent. La concentration de la richesse sociale et du pouvoir entre les mains d'un petit nombre de personnes est sans précédent. Un autre producteur mondial d'aluminium, Alcoa, a des intérêts privés aux États-Unis, au Canada et ailleurs. Bien que ces deux géants exportent de l'aluminium au marché américain, ils semblent bénéficier du tarif de 10 % de Trump, puisque les prix de marché pour l'aluminium ont augmenté depuis que c'est devenu un sujet de discussion en janvier dernier.[1]

Pour l'acheteur, les tarifs ont le même effet que la taxe de vente. Le gouvernement fédéral américain recevra chaque année plus de 2 milliards \$ en revenus fiscaux des tarifs. Généralement, la taxe est ajoutée au prix du marché que paie le consommateur américain. C'est particulièrement le cas de l'aluminium puisque la production et le potentiel de croissance de la production aux États-Unis sont très limités par rapport à la demande.

Les commentaires de Trump selon lesquels l'objectif des tarifs d'aluminium est de créer des emplois dans le secteur américain ne semblent pas tenir la route. En fait, ils paraissent irrationnels. La capacité actuelle des fonderies aux États-Unis n'est pas en mesure de répondre à la demande. Rebâtir la capacité des fonderies ne pourrait se réaliser qu'après plusieurs années et pourrait en soi être une réponse irrationnelle dans les conditions actuelles. La hausse des prix de marché en raison des tarifs pourrait théoriquement permettre à Alcoa de renouveler plusieurs fonderies d'aluminium en perte de vitesse aux États-Unis dont il est le propriétaire et qu'il contrôle, mais il n'a rien entrepris en ce sens pour l'instant. La quantité potentielle de production aux États-Unis n'est pas énorme et, de toute façon, la production internationale d'Alcoa peut répondre à la demande et l'augmentation de la production aux États-Unis ne ferait que faire chuter les prix. Les prix plus élevés actuels pourraient stimuler un plus grand recyclage interne d'aluminium mais encore, cette quantité ne pourrait aucunement répondre à la demande actuelle sans l'approvisionnement mondial provenant du Canada, de la Chine, de la Russie, et d'ailleurs.

Les producteurs d'aluminium Rio Tinto, Alcoa et Alouette forment ensemble l'Association de l'aluminium du Canada. Ensemble, les trois grands, ou plutôt les deux grands, dominent la production d'aluminium primaire au Canada. Ils ont neuf usines au Québec et une à Kitimat en Colombie-Britannique et embauchent près de 8 000 travailleurs. À elle seule, l'aluminerie Alouette Inc. à Sept-Îles, au Québec, produit 606 000 tonnes métriques par année, alors que la production primaire actuelle entière aux États-Unis est de 740 000 tonnes, soit seulement 134 000 tonnes de plus qu'à Sept-Îles. Rio Tinto est propriétaire de 40 % de l'aluminerie Alouette. Les Canadiens, d'autre part, ne contrôlent aucun des trois grands.

Pour répondre à la demande, en particulier pour leur économie de guerre, les acheteurs américains d'aluminium importent plus de 6 millions de tonnes métriques par année. Les manufacturiers des États-Unis ont grandement profité de l'aluminium importé à plus bas prix. Selon un rapport de statistiques de 2017 du gouvernement des États-Unis, les principaux fournisseurs sont les suivants (les quantités comprennent à la fois les importations d'aluminium primaire et recyclé) :

1. Canada : 8,5 milliards \$US (36,3 % des importations totales d'aluminium)
2. Chine : 3,5 milliards \$ (15,1 %)
3. Russie : 1,6 milliard \$ (7 %)

4. Émirats arabes unis : 1,5 milliard \$ (6,5 %)
5. Mexique : 1 milliard \$ (4,3 %)
6. Bahreïn : 621,1 millions \$ (2,7 %)
7. Argentine : 570,8 millions \$ (2,4 %)
8. Allemagne : 561,7 millions \$ (2,4 %)
9. Inde : 484,1 millions \$ (2,1 %)

L'Association de l'aluminium du Canada, avec d'autres associations homologues des États-Unis, de l'Europe et du Japon ont organisé un forum à Montréal les 3 et 4 juin juste avant la tenue du sommet du G7. L'objectif de ces producteurs d'aluminium primaire et recyclé était, semblerait-il, de former un front uni contre la concurrence de la production chinoise, qui est devenue dominante à l'échelle mondiale.

Dans le communiqué émis par les participants au forum, il n'y a aucune mention du tarif de Trump mais uniquement de la nécessité de résister à la domination des compétiteurs chinois dans le secteur. Ils comptent présenter leur point de vue et leurs revendications au sommet du G7 et, plus tard, au sommet du G-20. Les participants au forum n'ont pas précisé comment leurs membres comptent résister à la domination des compétiteurs chinois (et russes) dans le secteur ni ce qu'ils attendent des dirigeants du G7.

Production mondiale totale d'aluminium pour 2017 = 63 404 000 tonnes métriques  
 Production chinoise : Chine (estimation) = 35 905 000 tonnes métriques  
 Production totale Amérique du Nord = 3 950 000 tonnes métriques  
 Les fonderies au Canada ont produit 3 210 000 tonnes métriques  
 Les États-Unis ont produit 740 000 tonnes en 2017 et importé 6 000 000 tonnes métriques d'aluminium primaire et recyclé.[2]

En 2012, les États-Unis ont produit 2 070 000 tonnes métriques. Une grande partie de cette capacité de production a été déclassée, car l'aluminium importé du Canada, de la Chine et de la Russie est produit à meilleur marché. La principale valeur déjà produite pour la production d'aluminium primaire est la bauxite et l'électricité. La valeur transférée de l'électricité représente environ un tiers du prix final de production. Le prix de la production d'électricité est beaucoup plus élevé aux États-Unis qu'au Canada, en Chine et en Russie.



Les tarifs douaniers de Trump imposés sur les importations d'aluminium ne feront que réduire légèrement les 6 millions de tonnes importées. Une plus grande partie de la production américaine pourrait provenir du recyclage. La plus grande différence sera le prix du marché plus élevé non seulement aux États-Unis mais dans le monde entier, du moins pour un temps. Le prix plus élevé est également le résultat de la reprise économique mondiale depuis la crise de 2008, des préparatifs de guerre sans cesse croissants et des ventes mondiales d'avions militaires, de missiles, de bombes, de navires et d'autres moyens de destruction.

Les intérêts privés concentrés au sein d'entreprises mondiales caractérisées par des oligopoles et des cartels tels que Rio Tinto et

Alcoa sont devenus des entités supranationales. Ils rassemblent leur pouvoir de privilèges, de contrôle, de la richesse sociale et de contacts pour manipuler en leur faveur les affaires des



économies et des États. Ils affrontent d'autres intérêts privés dans une condition permanente de concurrence et de collusion. La concurrence et la collusion pour servir leurs intérêts privés et non le bien commun réduisent toutes les autres considérations à des questions secondaires pragmatiques qui deviendront seulement un sujet de préoccupations si elles affectent leur objectif principal et leur motif d'exproprier autant que possible la nouvelle valeur produite par les travailleurs.

Par exemple, Rio Tinto et Alcoa ont mis en lock-out des travailleurs de leur fonderie d'aluminium qu'ils possèdent en commun à Bécancour, au Québec, pour forcer des prix plus élevés en Amérique du Nord et faire pression sur les travailleurs et le gouvernement du Québec d'accepter des concessions sur les conditions d'emploi et les tarifs d'électricité. Cette action est en contradiction directe avec les intérêts des travailleurs de la fonderie, de leur communauté et de tout le Québec et du Canada.



Le monde entier se voit empêcher d'avancer. Le contrôle par ces intérêts privés, représentés par ces riches oligarques regroupés dans les oligopoles et les cartels, réduit les travailleurs à des spectateurs de leur propre économie, à des spectateurs impuissants des affaires qui affectent leurs vies. Les activités et les actions principales des États ont été réduites à servir les intérêts privés des oligarques qui se font concurrence, ce qui crée une condition continuelle de guerre civile pour le pouvoir et le contrôle politiques.



Rien de mal en soi d'avoir un secteur de l'aluminium qui dépasse de loin les besoins des Canadiens et qui est axé sur les exportations. Mais qui a pris cette décision d'investir de cette manière, y compris dans la production hydroélectrique, pour servir l'économie de guerre des États-Unis ? Les raisons de ceux qui exercent le contrôle sont le secret des cartels mondiaux. Même les gestionnaires canadiens n'exercent pas de contrôle et encore moins les travailleurs. Les décisions sont prises ailleurs dans les conclaves secrets des oligarques. Par exemple, les gestionnaires locaux de l'aluminerie de Rio Tinto/Alcoa à Bécancour, au Québec, affirment qu'ils n'ont ni le mandat, ni la permission de ceux qui contrôlent de négocier et de régler les différends avec leurs travailleurs en lock-out et le gouvernement du Québec. Le contrôle et les décisions supranationaux des oligarques vont au-delà

même des secrets d'État, car la situation dégénère en anarchie mondiale, en crises récurrentes, en guerres constantes et en irrationalité.

Les décisions de Trump, Trudeau et des autres membres du G7 sur le commerce sont de cette nature obscurantiste. Elles reflètent l'irrationalité d'un monde devenu obsédé par la compétition pour servir de puissants intérêts privés dans une course à la domination. La concurrence impérialiste est en contradiction avec la nécessité de coopérer pour résoudre les problèmes de

l'économie et du monde d'aujourd'hui. Les oligarques au pouvoir et leur obsession de servir leurs intérêts privés, peu importe les conséquences, sont déconnectés du monde moderne et de ses forces productives socialisées. Le monde d'aujourd'hui et ses peuples sont interconnectés ; leurs économies sont interdépendantes. Ils ont besoin de coopération pour l'avantage et le développement réciproques pour résoudre leurs problèmes et permettre aux forces productives de la grande production industrielle et du produit social d'atteindre leur plein potentiel pour garantir le bien-être et la sécurité de tous et non les intérêts privés étroits de quelques privilégiés. Ils ont besoin du facteur humain/conscience sociale et d'investir les travailleurs du pouvoir de décider afin de mettre en place cette coopération et cette unité tant nécessaires.

Ce monde de forces productives socialisées a la capacité matérielle de résoudre tous les problèmes auxquels sont confrontés les êtres humains et l'environnement social et naturel. Qu'est-ce qui bloque ? On ne débloquent sûrement rien à tenter de trouver une raison dans l'irrationalité des actions des oligopoles et de leurs serviteurs politiques et des États ainsi que leur concurrence débridée pour favoriser leurs intérêts privés étroits. Ce qui est crucial, c'est l'habilitation et le contrôle des producteurs, des travailleurs dans l'économie socialisée où ils travaillent et vivent. L'objectif, la conception et le contrôle potentiel prosociaux des travailleurs sont conformes aux conditions sociales et productives modernes. Ils sont le facteur humain nécessaire pour régler les choses. La lutte est centrée sur investir les travailleurs du pouvoir de décider, en réaliser son contrôle et son objectif prosocial.

Le commerce international sous les forces productives modernes n'est compréhensible que dans une conception prosociale, où ce sont les intérêts et les conditions sociales des producteurs réels qui créent la richesse sociale et reproduisent leur propre condition humaine et l'économie socialisée. Les travailleurs, les simples mortels qui sont le facteur humain essentiel du monde moderne, doivent s'investir maintenant du pouvoir de décider et sortir du contrôle et de la conception antisociale suffocante des oligarques impérialistes. Ils doivent devenir maîtres de leur propre matériel de pensée, de leur conception du monde et de leurs intérêts et étendre leur contrôle à toutes les affaires de l'économie et de l'État qui affectent leur vie. C'est la seule façon de rendre le commerce international rationnel. C'est le seul moyen de donner du sens à leur vie et d'ouvrir la voie vers l'avant.

## Notes

1.





2. Chiffres de l'Institut international de l'aluminium. Pour la liste des fonderies d'aluminium partout au monde voir [ici](#).



## Opposition au rachat de Kinder Morgan par le gouvernement Trudeau

### Journée nationale d'action devant les bureaux de circonscription des députés



Vancouver, 4 juin 2018

Une vaste opposition à l'achat par le gouvernement libéral Trudeau du projet d'agrandissement du pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan se poursuit à travers le pays. Le 4 juin, plus de 100 manifestations ont eu lieu dans les bureaux de circonscription des députés d'un océan à l'autre.

Avec leurs pancartes et slogans, les manifestants ont décrié l'utilisation de fonds publics pour payer un monopole pétrolier privé des États-Unis, le fait que les Canadiens soient totalement exclus de la prise de décision et que le gouvernement Trudeau ait renié un autre engagement, à savoir que les nations autochtones touchées seraient consultées et devraient consentir au projet. Les gens ont rejeté la justification du premier ministre Trudeau qui dit que ce système de rémunération





des riches est dans l'« intérêt national » et se sont résolument opposés à ce que ces décisions illégitimes soient prises en leur nom. Des copies d'une pétition contre le projet et le rachat du gouvernement ont également été livrées lors de ces actions. Plus de 250 000 personnes ont signé cette pétition.

**Prince George, Colombie-Britannique**



**Comox Valley, Colombie-Britannique**



**Parksville, Colombie-Britannique**





Port Alberni, Colombie-Britannique



Victoria, Colombie-Britannique, 31 mai



Sidney, Colombie-Britannique







Vancouver, Colombie-Britannique



Surrey, Colombie-Britannique





Maple Ridge, Colombie-Britannique



Mission, Colombie-Britannique



Chilwack, Colombie-Britannique



Kelowna, Colombie-Britannique





A large crowd of diverse individuals, including men, women, and children, are gathered outdoors for a climate change protest. They are holding numerous handmade signs and banners. A prominent pink banner across the front reads "DEFEND OUR CLIMATE". Other visible signs include "FAILED OIL COMPANY BAILOUT ???", "ELECTRIC CARS DON'T NEED PIPELINES!", "Protect the Water", "Invest Smartly - Sustainable energy - not oil pipelines", "Save The Environment", "No Pipelines for Coastal BC", "Use my taxes for PROGRESSIVE WATER not pipelines", "Really?", "Billions used for life killing", "HEROES BEST OF US CIGARETTE WERE BETTER JUST IN-OFFER", "1500 PER TO OWN A LEAKY OIL PIPELINE", "have rights OR YOU DONT", "Fallen", "No Pipeline for BC", "No Pipeline for coastal BC", "Invest Smartly - Sustainable energy - not oil pipelines", "Save The Environment", "Use my taxes for PROGRESSIVE WATER not pipelines", "Protect the Water", "HEROES BEST OF US CIGARETTE WERE BETTER JUST IN-OFFER", "1500 PER TO OWN A LEAKY OIL PIPELINE", "ELECTRIC CARS DON'T NEED PIPELINES!", "Failed Oil Company Bailout ???", "have rights OR YOU DONT", "Fallen", "Really?", "Billions used for life killing", "No Pipeline for BC", "No Pipeline for coastal BC", "Invest Smartly - Sustainable energy - not oil pipelines", "Save The Environment", "Use my taxes for PROGRESSIVE WATER not pipelines", "Protect the Water", "HEROES BEST OF US CIGARETTE WERE BETTER JUST IN-OFFER", "1500 PER TO OWN A LEAKY OIL PIPELINE". The protesters are dressed in casual clothing, and the scene is set against a backdrop of buildings under bright daylight.



Red Deer, Alberta



Calgary, Alberta



Edmonton, Alberta, 5 juin





Saskatoon, Saskatchewan



Prince Albert, Saskatchewan



Winnipeg, Manitoba





North Bay, Ontario



Guelph, Ontario



Lindsay, Ontario









Peterborough, Ontario



Ottawa, Ontario



Hull, Québec





Montréal, Québec



Fredericton, Nouveau-Brunswick



Antigonish, Nouvelle-Écosse



Bridgewater, Nouvelle-Écosse







(Photos: B. Appledorf, K. Balzer, M. Youds, L. Collins, Rise Resist Kinder Morgan, H. Tuffs, Dogwood Society, Peace Arch News, M. Fatur, J. Smith, M. Jacques, Saskatchewan Climate Justice, S. Moreton, K. Armstrong, LeadNow, E. Bland, J. Green, 350 Canada, Council of Canadians, Cmry)



**Le Canada participe aux exercices bellicistes de l'OTAN**  
**Faisons du Canada une zone pour la paix**

**- Yi Nicholls -**

**FAISONS DU  
CANADA UNE  
ZONE DE PAIX!**

Le gouvernement Trudeau est un gouvernement de guerre qui prend un rôle de plus en plus important dans l'alliance militaire agressive de l'OTAN qui occupe l'Europe. Durant la première moitié du mois de juin, il participera à deux exercices de guerre du nom de code *Opération Réassurance* en Europe centrale et occidentale dans le but d'encercler la Russie et d'appuyer le régime contre-révolutionnaire de l'Ukraine. L'un de ces exercices de guerre est *Summer Shield*, qui aura lieu au Camp Adazi, en Lettonie, du 2 au 13 juin avec les Forces armées nationales lettones.

L'autre est *Sabre Strike 18* qui sera déployé en Pologne et dans les pays baltes. Ces exercices de guerre ont débuté le 3 juin et continueront jusqu'au 15 juin. *Sabre Strike 18* sera sous le commandement général de l'armée américaine en Europe et sera composé de 18 000 militaires provenant de 19 pays organisés en quatre « groupements tactiques de présence avancée » dans la région. Les États-Unis dirigent le groupement tactique à partir de la Pologne, tandis que l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Canada commandent les trois autres en Lituanie, en Estonie et en Lettonie, respectivement. *Sabre Strike 18* est coordonné avec l'exercice aéroporté Swift Response en Lettonie jusqu'au 8 juin. Y participeront 800 parachutistes des États-Unis, de la Lettonie, de la Lituanie, d'Israël et de la Pologne.

Cette intensification des préparatifs constitue un véritable danger pour la cause de la paix dans le monde. « L'exercice conjoint de formation de longue date de l'Armée américaine dirigé par l'Europe (*Sabre Strike*) a comme objectif d'améliorer la capacité et l'interopérabilité des alliés et de leurs partenaires régionaux », selon l'Armée américaine. Bien qu'elle prétende ne pas se préparer à une agression et que ces exercices visent à « montrer la détermination et la capacité de l'alliance d'agir de façon unitaire pour répondre à toute agression », le fait demeure que ce sont les États-Unis et les puissances coloniales de la vieille Europe qui s'ingèrent dans les affaires de pays souverains et commettent les agressions.



Cette année, il y a eu une inquiétante hausse d'exercices de guerre par l'OTAN et ses alliés dans la région comparativement à l'année précédente. L'alliance a déjà organisé 100 exercices, 20 % de plus comparativement à cette même période en 2017. L'ampleur des exercices augmente aussi. Le nombre de militaires participant à *Sabre Strike* était de 2 000 en 2013, de 4 700 en 2014, de 6 000 en 2015, de 9 000 en 2016 et en 2017, de 11 000.

En mai, l'OTAN a organisé l'imposant exercice *Siil* (Hedgehog) en Estonie et dans le nord de la Lettonie avec la participation de plus de 15 000 militaires.



Dans un communiqué de presse émis par l'OTAN le 7 juin, celle-ci dit : « En tout, 106 exercices de l'OTAN sont prévus en 2018. Les alliés dirigeront près de 180 exercices nationaux et multinationaux cette année. En 2017, l'OTAN a mené 108 exercices et les alliés ont mené 162 exercices nationaux et multinationaux.

« Parmi les exercices menés par l'OTAN et ses alliés cette année, près de 45 d'entre eux ont été principalement terrestres, 12 ont été principalement aériens et 15 ont été principalement maritimes. D'autres ont touché à la cyberdéfense, à la prise de décision en temps de crise et à des capacités spécifiques.

« Plus de 40 exercices de l'OTAN et de ses alliés en 2018 auront comme tâche de relever les défis provenant du sud. Défendre ses alliés de la section orientale de l'OTAN est ce que cherchent à accomplir les 30 autres exercices. Neuf exercices de l'OTAN et de ses alliés mettront un accent spécial sur le nord. »

### **Expansion des forces de l'OTAN en Europe et mise à jour de la structure de commandement**

Mis à part ces exercices de guerre, l'OTAN a stationné près de 6 000 militaires dans la région et l'armée américaine occupe la Pologne avec un nouveau quartier général européen pour commander ces forces. Pendant ce temps, le gouvernement polonais accueille favorablement « une proposition visant à accueillir un contingent permanent de troupes américaines, comme le font déjà l'Italie et l'Allemagne ». Comme c'est le cas partout où les États-Unis occupent un pays, ils forcent celui-ci à défrayer les coûts tout en offrant l'impunité aux militaires pour les crimes commis dans ce pays. Un « document d'information » du ministère de la Défense de la Pologne dont les agences de presse ont pris connaissance laisse entendre que la Pologne pourrait dépenser de 1,5 à 2 milliards de dollars « pour aider à défrayer les coûts encourus par une base permanente de chars d'assauts américains en Pologne. »

La réunion des ministres de la Défense de l'OTAN a lieu les 8 et 9 juin à Bruxelles où on dressera l'ordre du jour du sommet de l'OTAN qui aura lieu cette année les 11 et 12 juillet à Bruxelles, en Belgique.

Selon les analystes, l'Initiative pour la disponibilité opérationnelle de l'OTAN accroîtra la puissance de la force de réaction de l'OTAN de 20 000 militaires à 50 000 en créant un bassin de 30 000 militaires appuyés d'aéronefs et de navires organiques prêts à passer à l'action dans un délai de 30 jours. Cette initiative est celle des États-Unis, mais l'Allemagne en assume la direction.

Dans un aperçu préliminaire du 7 juin, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a dit de l'ordre du jour de la réunion des ministres de la Défense :

« Je pense que nous approuverons aussi une initiative pour la disponibilité opérationnelle de l'OTAN — les 'quatre 30'. Dans le cadre de cette initiative, les alliés disposeraient, d'ici 2020, de 30 bataillons mécanisés, de 30 escadrons et de 30 navires de combat prêts à être employés dans un délai de 30 jours ou moins, parce qu'un haut niveau de préparation est essentiel dans un monde toujours plus imprévisible. »



« Nous discuterons aussi de progrès concrets, tels que les alertes en temps réel en cas de cyberattaque et les opérations maritimes complémentaires. Le partage des charges et les dépenses de défense figureront aussi parmi les sujets inscrits à l'ordre du jour. »

Les préparatifs de guerre de l'OTAN contre la Russie comprennent le nouveau centre de commandement de la facilitation à Ulm, dans le sud de l'Allemagne, et un autre dans l'État de Virginie aux États-Unis.

« Cette force ainsi que d'autres unités deviendront partie intégrante d'événements de formation et les soldats seront déployés sur une base temporaire, mais la tenue d'exercices réguliers présuppose la création d'infrastructures à la disposition des troupes dès leur arrivée pour qu'elles puissent se lancer dans des actions offensives. C'est pourquoi la logistique doit être consolidée », a dit Stoltenberg.

## **Les exercices de guerre à venir dans la région**

Parmi les autres exercices menés en 2018 à proximité des frontières de la Russie, il y a *Trident Juncture* en Norvège et les régions périphériques de l'Atlantique Nord et de la mer Baltique du 25 octobre au 7 novembre. Y participeront près de 35 000 militaires de plus de 30 pays (tous les pays membres de l'OTAN plus les partenaires - la Suède, la Finlande et d'autres), 70 navires et près de 130 avions.

La Pologne mènera les exercices de guerre Anakonda en novembre, avec la participation de 100 000 militaires, 5 000 véhicules, 150 avions et 45 navires de combat. Selon le journal en ligne *Strategic Culture* : « Le scénario Anakonda comprend des frappes préventives. Si ce n'est pas à la guerre qu'on se prépare, alors à quoi se prépare-t-on ? Le chef de l'état-major de l'armée américaine, le général Mark Milley, croit que c'est bel et bien de cela qu'il s'agit. Selon lui : 'Nous voyons des forces de l'OTAN à grand déploiement dans les États baltes et en Pologne ainsi qu'un manque flagrant de transparence - nous voyons clairement d'importants préparatifs à une grande guerre'. »

## **Des systèmes de missiles qui s'affrontent**

L'expansion de l'agression États-Unis/OTAN contre la Russie prend aussi la forme de batteries antimissiles qui seront déployées en Europe. On rapporte que les discussions vont bon train pour déployer le système de défense de missiles balistiques THAAD des États-Unis en Allemagne. « Cette action compenserait pour le manque de radars en raison du report du déploiement d'un deuxième système Aegis terrestre en Pologne. Le gouvernement a annoncé son intention de se procurer des systèmes de défense aérienne américains Patriot PAC-3 MSE », écrit *Strategic Culture*. La capacité des systèmes THAAD et Patriot est plutôt limitée comparativement aux ICBM sophistiqués mais l'Aegis terrestre est plus efficace, selon lui.

« Il y aura modernisation, et les missiles et systèmes avancés seront démenagés vers des sites existants. L'important, c'est que l'infrastructure, la base permettant de construire la capacité de défense de missiles balistiques et de frapper des cibles terrestres soit en place. Et l'unique cible sera la Russie. L'Aegis terrestre peut lancer des missiles sol-sol à portée intermédiaire contre le territoire russe en violation du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Dans quelques années, la Pologne aura ce système. Le radar THAAD peut augmenter de façon importante les capacités de l'Aegis terrestre en lui transmettant de l'information. L'AN/TPY-2 a une portée évaluée de 1 500 km (932 milles) à 3 000 km (1 864 milles). La portée maximale des instruments est de 2 000 km (1242 milles), ce qui leur permet de scruter de vastes régions du territoire russe. »



## **Sortons le Canada de l'OTAN et faisons du Canada une zone pour la paix !**

Les rapports sur les préparatifs de guerre présentent ceux-ci comme étant nécessaires pour répondre aux menaces d'ennemis, et cherchent à nous déstabiliser par la puissance destructrice de leurs tirs et par l'interopérabilité des forces armées des « alliés » des États-Unis. Mais malgré leur puissance destructrice et la dévastation qu'elles peuvent engendrer, les armes ne sont jamais décisives dans une situation de guerre. C'est le peuple qui est décisif et c'est tout à fait criminel de préparer la guerre en Europe, elle qui a tant souffert des deux grandes guerres, la

Première Guerre mondiale et la Deuxième Guerre mondiale, dans lesquelles de nombreux Canadiens ont aussi péri. Les Canadiens doivent rejeter la participation du Canada à ces exercices de guerre et toutes les tentatives de les justifier en évoquant toute une hystérie au sujet d'ennemis ou que les préparatifs de guerre sont nécessaires pour défendre l'intérêt national. Les forces canadiennes sont déjà intégrées aux forces armées des États-Unis. Instiguer un conflit au nom de la paix est un crime contre la paix tel que stipulé par le Tribunal de Nuremberg.

Les Canadiens ne doivent pas permettre le gouvernement de guerre de Trudeau de dire qu'il agit en leur nom. Sortons le Canada de l'OTAN et de NORAD et faisons du Canada une zone pour la paix !

(Sources : Forces armées canadiennes, Radio Farda, navaltoday.com, l'OTAN, Strategic Culture et agences de presse)



### **48e Assemblée générale de l'Organisation des États américains**

## **Les États-Unis échouent encore une fois à obtenir la suspension du Venezuela**

À la 48e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OÉA) tenue à Washington les 4 et 5 juin dernier, les États-Unis et un groupe de pays sous leur domination ont échoué dans leur tentative de suspendre la République bolivarienne du Venezuela de l'organisation. La résolution appelant à la suspension du Venezuela basé sur une prétendue « altération inconstitutionnelle de l'ordre constitutionnel » de ce pays n'a pas obtenu les 24 votes nécessaires car quinze pays, plusieurs d'entre eux de petits pays insulaires des Caraïbes, ont voté contre ou se sont abstenus, privant les États-Unis et le « Groupe de Lima » d'un mandat institutionnel pour leurs activités malveillantes contre le Venezuela.[1]





En tant qu'hôte de l'Assemblée générale, les États-Unis ont précisé que l'objectif principal de la réunion était d'amener l'organisation et ses membres à renvoyer le Venezuela — un acte symbolique dans une grande mesure visant à isoler le gouvernement du Venezuela pour appuyer le blocus économique, financier et politique de ce pays. En fait, le Venezuela avait déjà annoncé le 27 avril 2017 qu'il se retirait de son propre gré de cette organisation dominée par les États-Unis - un processus qui prend deux ans en vertu du règlement intérieur de l'OÉA.

En mai, une session extraordinaire du Conseil permanent de l'OÉA a été convoquée par les États-Unis dans le seul but de lui donner une tribune pour intimider les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont jusqu'à présent résisté aux pressions visant à prendre des mesures punitives contre le Venezuela. Lors de cette réunion, le vice-président des États-Unis, Mike Pence, les a appelés à suspendre le Venezuela à l'Assemblée générale de l'OÉA. Pence a réitéré sa harangue lors d'une réception à la Maison-Blanche un mois plus tard, en soirée du 4 juin. Il a appelé « la communauté des nations libres de ce Nouveau Monde à expulser la dictature de Maduro de l'Organisation des États Américains ». Il a déclaré qu'en soutenant les États-Unis dans cette initiative, ils prouveraient leur engagement à « forger des liens plus forts avec les États-Unis ». Il leur a assuré qu'en retour, ils recevraient des avantages « allant de nos investissements financiers, la croissance économique, l'énergie, l'infrastructure, la sécurité et la prospérité ».

On a rapporté que ces carottes ont finalement cédé la place aux menaces et à l'extorsion quand il est devenu évident que les États-Unis n'avaient pas l'appui des 24 pays membres que son ambassadeur permanent à l'OÉA, Carlos Trujillo, s'était enorgueilli d'avoir à peine quelques jours avant le vote.

Avant le vote, le président Evo Morales de Bolivie, un des quatre qui ont voté contre la résolution américaine le 5 juin, a condamné l'intention interventionniste du vice-président américain. Les États-Unis avaient été vaincus dans leur plan de coup d'État contre le Venezuela et essayaient maintenant d'utiliser l'assemblée de l'OÉA comme un « bâton répressif » pour suspendre la nation sœur du Venezuela, a dit Morales.



La suspension immédiate du Venezuela de l'OÉA n'étant plus à l'ordre du jour après l'adoption de la résolution mais sans l'appui d'une majorité des deux tiers requise par la *Charte démocratique interaméricaine* de l'organisation, ses partisans ont déclaré qu'ils demanderaient une réunion spéciale de l'Assemblée générale à une date non précisée. Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Jorge Arreaza, a dit que les 19 pays qui ont appuyé la résolution aident les États-Unis à poursuivre leur guerre économique et une

possible intervention militaire. « Vous l'aurez sur la conscience », leur a-t-il dit. Il a noté par ailleurs que même avec toute la pression que les États-Unis et leurs complices ont exercée sur les pays membres, ils ne sont pas venus à bout de la dignité et du courage des peuples des Caraïbes. Il a rappelé à tous ceux présents que le Venezuela était déjà à mi-chemin du processus de quitter l'OÉA, qu'il a appelé ministère des Colonies des États-Unis, comme l'appelle également Cuba, et que c'était par conséquent la dernière assemblée générale à laquelle participait le Venezuela. « Nous irons au peuple vénézuélien et nous résoudrons nos problèmes entre nous, sans votre ingérence ou intervention », a-t-il dit aux forts applaudissements dans la salle.

## Note

1. Les 19 pays qui ont voté en faveur de la résolution proposée par les États-Unis avec l'appui du

Canada, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Mexique et du Pérou sont : Argentine, Bahamas, Barbade, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica , République dominicaine, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie et États-Unis.

Les 4 pays qui ont voté contre sont : Bolivie, Venezuela, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Dominique.

Les 11 pays qui se sont abstenus sont : El Salvador, Saint-Kitts-et-Nevis, Surinam, Trinité-et-Tobago, Antigua-et-Barbuda, Belize, Grenade, Haïti, Équateur, Uruguay et Nicaragua.

*(Prensa Latina, TeleSUR, El Espectador)*

---

## **18e anniversaire de la Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin 2000**

### **Conférence pour la paix sur la péninsule coréenne**



D'importantes conférences ont lieu à Toronto et Vancouver les 16 et 17 juin respectivement pour discuter de la question vitale de la paix sur la péninsule coréenne. Mettre fin à l'état de guerre dans la péninsule coréenne n'est pas une affaire qui concerne seulement les Coréens, elle concerne toute l'humanité. Ces conférences ont lieu à l'occasion du 18e anniversaire de la Déclaration conjointe Nord-Sud du 15 juin 2000 signée entre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la République de Corée (RDC). Cette déclaration conjointe a ouvert la voie à l'amélioration des relations sur la péninsule coréenne pendant une décennie avant d'être sabordée par les régimes pro-États-Unis de Lee Myung-bak et Park Gyeun-hye en République de Corée.

La question de la paix est d'autant plus pressante à la lumière du Sommet historique de Panmunjom du 27 avril 2018 et de la Déclaration de Panmunjom signée par Kim Jong Un de la RPDC et Moon Jae-in de la République de Corée. Elle doit être résolue dans l'esprit de paix, de bonne volonté et de coopération. Pendant ce temps, les peuples du monde attendent les résultats du sommet RPDC-États-Unis à Singapour le 12 juin. Ils souhaitent ardemment un accord de paix permanent et durable entre les États-Unis, la RPDC et la République de Corée. La Conférence examinera ces développements et ce qui peut être fait pour s'assurer que le Canada soit un facteur de paix dans la péninsule coréenne.



## Toronto

**Samedi 16 juin 2018 - de 10 h à 16 h**

Université Ryerson, Pavillon Kerr, salle KHS 369, 50, rue Gould  
*Organisée par la Commission pour la vérité en Corée (chapitre canadien) et la Fédération coréenne du Canada.*

*Coparrainée par Science for Peace (chapitre de Toronto)*

*Information: (647) 907-7915 ou courriel : corfedca@yahoo.ca*

## Vancouver

**Dimanche 17 juin 2018 - de 18 h à 21 h**

Centre communautaire Britannia, 1655 rue William, salle Canucks  
*Organisé par: Working for Peace on the Korean Peninsula.*

*Information: 778-846-3823*

## CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS - PIQUETAGE ET PÉTITION

### Le site d'essai nucléaire du nord de la RPDC démantelé



Le site d'essais nucléaires du nord de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a été complètement démantelé conformément à la décision prise lors de la troisième réunion plénière du Septième Comité central du Parti des travailleurs de Corée (PTC). L'Agence de presse centrale de Corée rapporte :

Après la publication de la décision du Comité central du PTC sur le démantèlement du site d'essais nucléaires, les institutions concernées, notamment l'Institut des armes nucléaires de la RPDC, ont immédiatement arrêté tous les préparatifs et projets d'essais nucléaires et procédé au démantèlement progressif.

Les tunnels et toutes sortes d'équipements, de communications et de systèmes d'information, de construction et d'exploitation, installés au centre d'observation, au centre de contrôle et à l'institut de recherche du centre d'essais nucléaires du nord, ont été démontés et retirés.



Une cérémonie de démantèlement complet du terrain d'essai nucléaire du nord de la RPDC a eu lieu le 24 mai.

Le processus de démantèlement a été couvert sur le terrain par des journalistes de Chine, de Russie, des États-Unis, de Grande-Bretagne et de Corée du sud.

Les membres de la presse internationale ont été informés des méthodes et de l'ordre de démantèlement du site d'essais et ont visité des tunnels où des essais nucléaires avaient été effectués par le passé, des tunnels prêts pour des essais nucléaires puissants et sans danger et les centres d'observation des essais.



Ensuite, un travail d'effondrement par explosion de tous les tunnels du terrain d'essais nucléaires, la fermeture de leurs entrées et l'explosion de toutes les structures au sol, y compris les centres d'observation des essais, a été réalisé dans l'ordre avec transparence.

À la fin des travaux, l'Institut des armes nucléaires de la RPDC a publié une déclaration sur place. Le démantèlement du terrain d'essais

nucléaires est une manifestation vivante de la volonté de paix du gouvernement de la RPDC de s'associer aux aspirations et aux efforts internationaux pour un arrêt total des essais nucléaires et apporter une contribution positive à la construction d'un monde dénucléarisé.

(KCNA, 25 mai 2018)

---

## **Déclaration d'unité des Coréens-Américains et alliés coréens au sujet du Sommet intercoréen historique et du Sommet États-Unis-RPDC**

*Le 7 juin 2018, un large éventail de personnes et d'organisations coréennes-américaines et leurs alliés ont publié une déclaration soutenant la Déclaration de Panmunjom pour la paix, la prospérité et la réunification et le prochain sommet États-Unis-République démocratique populaire de Corée (RPDC) qui se tiendra le 12 juin 2018 à Singapour. Le texte de la déclaration suit.*

\*\*\*

Depuis le sommet historique du 27 avril 2018 entre les dirigeants du nord et du sud de la Corée à Panmunjom, les tensions et les menaces de guerre qui existent de longue date dans la péninsule coréenne ont cédé la place à la promesse de paix et de réconciliation. Bientôt, un autre sommet historique, entre les États-Unis et la Corée du nord, aura lieu à Singapour. Les deux parties, qui il n'y a pas si longtemps étaient au bord de la guerre, vont enfin s'asseoir pour discuter d'un règlement pacifique de la guerre de Corée. Les yeux du monde seront tournés vers cet événement historique qui pourrait déterminer non seulement le sort de la péninsule coréenne et de l'Asie du Nord-Est mais aussi la perspective d'une paix mondiale.

Nous, les Coréens-Américains qui luttons depuis longtemps pour la paix et l'unification menée par les Coréens de la péninsule coréenne, et les alliés qui se tiennent du côté de la paix et de la



justice et partagent notre lutte pour la paix en Corée, souhaitons exprimer clairement notre point de vue sur le récent sommet intercoréen et le sommet États-Unis-Corée du nord qui aura lieu bientôt.



## **1. Nous saluons la Déclaration de Panmunjom pour la paix, la prospérité et l'unification de la péninsule coréenne.**

Dans la Déclaration de Panmunjom, les dirigeants du nord et du sud de la Corée « ont déclaré solennellement aux 80 millions de Coréens et au monde entier qu'il n'y aura plus de guerre et qu'une époque nouvelle, époque de paix, est inaugurée dans la péninsule coréenne. »

Les deux dirigeants se sont tenus la main en traversant dans les deux sens la ligne de démarcation militaire, démontrant que la ligne arbitraire n'a plus le pouvoir qu'elle avait autrefois comme symbole de division et de confrontation. Si les gouvernements du nord et du sud de la Corée ainsi que les 80 millions de Coréens de la péninsule et de la diaspora réunissent leurs efforts pour mettre en oeuvre la Déclaration de Panmunjom, nous pouvons réaliser la paix, la prospérité et l'unification de la péninsule coréenne.

## **2. Nous saluons le sommet États-Unis-Corée du nord.**

Nous espérons que le sommet prévu entre les États-Unis et la Corée du nord mettra fin à sept décennies de relations hostiles entre les États-Unis et la Corée du nord et inaugurerait une nouvelle ère de paix dans la péninsule coréenne, en Asie du Nord-Est et dans le reste du monde.

### **Nous recommandons ce qui suit :**

1) Les États-Unis et la Corée du nord devraient accepter de dénucléariser la péninsule coréenne et d'exécuter fidèlement les dispositions de l'accord.

Dans la Déclaration de Panmunjom, la Corée du nord et la Corée du sud « ont confirmé l'objectif commun d'aboutir à une péninsule coréenne sans armes nucléaires grâce à une dénucléarisation complète ». La dénucléarisation de la péninsule coréenne signifie non seulement l'élimination des armes nucléaires de la Corée du nord, mais aussi la dénucléarisation de la terre, de l'air et des

mers de toute la péninsule. Ce n'est pas la seule obligation de la Corée du nord. La Corée du sud et les États-Unis, qui ont introduit et déployé par le passé près de 1000 armes nucléaires tactiques dans la moitié sud de la péninsule, doivent également prendre des mesures concrètes pour créer une péninsule dénucléarisée.

Le plan de « dénucléarisation de la péninsule coréenne » est clairement défini dans les accords passés suivants :

- la Déclaration conjointe sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne signée par la Corée du nord et la Corée du sud en 1992,
- le Cadre agréé entre les États-Unis d'Amérique et la République populaire démocratique de Corée de 1994, et
- la Déclaration conjointe du 4e tour des Pourparlers à six de 2005.

Dans la Déclaration conjointe du 4e tour des Pourparlers à six de 2005, la RPDC s'est engagée « à abandonner toutes les armes nucléaires et les projets nucléaires existants » tandis que la partie américaine confirmait « que les États-Unis n'ont pas d'armes nucléaires dans la péninsule coréenne et qu'ils n'ont pas l'intention d'attaquer ou d'envahir la RPDC avec des armes nucléaires ou conventionnelles » et que la République de Corée réaffirmait « son engagement de ne pas introduire ni déployer d'armes nucléaires, pris conformément à la Déclaration commune de la dénucléarisation de la péninsule coréenne de 1992, et confirme qu'il n'existe pas d'armes nucléaires sur son territoire. »

Conformément au récent sommet intercoréen, le sommet États-Unis-Corée du nord devrait aboutir à un accord sur la « dénucléarisation complète de la péninsule coréenne » et interdire les essais, la production, le déploiement, la possession, le stockage et/ou l'utilisation d'armes nucléaires sur l'ensemble de la péninsule coréenne. De plus, les États-Unis devraient cesser toute action militaire et exercices qui déploient ou introduisent sa capacité stratégique dans la péninsule coréenne et supprimer leur parapluie nucléaire sur la Corée du sud.

Une véritable paix dans la péninsule coréenne, qui a abrité des armes nucléaires à la fois au nord et au sud et qui a été le théâtre de graves tensions militaires pendant des décennies, devrait créer un précédent historique et conduire au désarmement nucléaire mondial. En commençant par les États-Unis, toutes les puissances nucléaires devraient prendre des mesures concrètes pour créer un monde dénucléarisé.

2) Un traité de paix est nécessaire pour un système de paix durable dans la péninsule coréenne.

La Déclaration de Panmunjom souligne : « Le Nord et le Sud ont convenus de promouvoir activement l'ouverture de pourparlers tripartites entre le Nord, le Sud et les États-Unis ou de pourparlers quadripartites entre le Nord, le Sud, la Chine et les États-Unis en vue de proclamer la fin de la guerre cette année marquée par le 65e anniversaire de la conclusion de l'accord d'armistice, de convertir celui-ci en un accord de paix et d'instaurer un système de paix permanent et durable. »

Après la guerre de Corée, les États-Unis et la Corée du nord ont signé un accord d'armistice qui a instauré un système très instable à l'origine de toutes les menaces de guerre qui ont suivi dans la péninsule coréenne. Il est temps de déclarer la fin de la guerre de Corée et de remplacer l'accord armistice par un traité de paix pour construire un système de paix stable et durable dans la péninsule coréenne. Seul un traité de paix permettra d'éviter de nouvelles menaces de guerre nucléaire et conventionnelle dans la péninsule coréenne.

Les États-Unis et la Corée du nord devraient prendre des mesures mutuelles immédiates pour prévenir les conflits militaires et atténuer les tensions. Ils devraient établir et maintenir une ligne



téléphonique militaire et un canal de communication et arrêter tous les exercices militaires et autres actions provocatrices. Les États-Unis devraient retirer le système de défense antimissile THAAD en Corée du sud. Et au même rythme que la Corée du nord et la Corée du sud, qui ont accepté de « procéder au désarmement par étapes » dans la Déclaration de Panmunjom, les forces américaines en Corée devraient prendre les mesures correspondantes pour réduire leurs troupes.

3) Les États-Unis et la Corée du nord devraient mettre fin aux hostilités et normaliser les relations.

Le Communiqué commun des États-Unis et de la République populaire de Corée de 2000 souligne : « Reconnaissant que l'amélioration des liens est un objectif naturel dans les relations entre les États et que de meilleures relations profiteraient aux deux nations au XXI<sup>e</sup> siècle tout en assurant la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne et dans la région Asie-Pacifique, les États-Unis et la RPDC déclarent qu'ils sont prêts à prendre une nouvelle direction dans leurs relations. »

Après avoir accepté de dénucléariser la péninsule coréenne et de remplacer l'accord d'armistice par un traité de paix, les États-Unis et la Corée du nord devraient entamer des négociations pour normaliser leurs relations. Comme ils l'ont fait dans le Communiqué commun de 2000, les États-Unis et la Corée du nord devraient réaffirmer « les principes du respect mutuel de la souveraineté et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures respectives » et « l'engagement de faire tous les efforts des relations nouvelles libres de l'inimitié passée ». Les États-Unis et la Corée du nord devraient normaliser leurs relations et promouvoir les échanges civils dans les domaines de l'économie, de la culture, de la science, de l'éducation, du sport et des voyages pour favoriser la compréhension mutuelle entre les peuples des deux pays.

Surtout, les États-Unis doivent abolir leur politique de sept décennies d'hostilité et de sanctions qui isolent la Corée du nord. Ils devraient lever toutes les sanctions liées au programme nucléaire de la Corée du nord, retirer la Corée du nord de la liste des États soutenant le terrorisme et débloquer les actifs de la Corée du nord. Ils devraient permettre aux citoyens américains de se rendre librement en Corée du nord. Les États-Unis et la Corée du nord devraient également coopérer pour récupérer les dépouilles des militaires américains en Corée du nord disparus au cours de la guerre de Corée afin de résoudre les problèmes humanitaires non résolus et de mettre fin aux relations hostiles.

3. Nous exhortons les dirigeants politiques de Washington à mettre de côté la politique des partis au profit de l'instauration de la paix.

Les négociations passées entre les États-Unis et la Corée du nord ont donné lieu à des moments de coopération significatifs. Il y a eu des moments où les deux parties ont fait des compromis significatifs pour arriver à l'objectif commun de surmonter les hostilités passées et de progresser vers la normalisation des relations. Ils ont produit des accords remarquables - la Déclaration conjointe de 1993, le Cadre agréé de 1994, le Communiqué commun de 2000 et la Déclaration conjointe du 4<sup>e</sup> tour des Pourparlers à six de 2005 - qui indiquent la voie à suivre pour résoudre la crise nucléaire dans la péninsule coréenne, pour créer un système de paix durable et pour normaliser les relations entre les deux pays.

Toutefois, aucun de ces accords n'a été mis en oeuvre. En conséquence, la méfiance entre les États-Unis et la Corée du nord n'a fait que s'approfondir et a fini par nous mener au bord de la guerre nucléaire. À chaque changement de gouvernement aux États-Unis, les accords gagnés si durement sous le gouvernement précédent ont été essentiellement abandonnés alors que le nouveau gouvernement adoptait par défaut une position anti-nord-coréenne. À la lumière de ce passé, nous nous inquiétons si un accord issu du prochain sommet États-Unis-Corée du nord sera honoré par les gouvernements actuels et futurs. Le retrait de Trump de l'accord nucléaire iranien rehausse cette inquiétude.

Le gouvernement Trump devrait aborder avec sincérité le prochain sommet avec la Corée du nord et s'engager à exécuter tout accord qui pourrait être conclu. Nous exhortons également le Congrès à mettre de côté les intérêts partisans dans l'intérêt historique de la paix en Corée et dans le monde. Nous demandons instamment au Congrès de décider de soutenir la Déclaration de Panmunjom entre la Corée du nord et la Corée du sud et le prochain sommet États-Unis-Corée du nord.

4. Nous sommes avec tous ceux qui luttent pour un monde juste et pacifique.

Les actions du gouvernement de Trump et des gouvernements précédents ont été préjudiciables à la paix dans le monde. Les États-Unis sont responsables des guerres sans fin en Afghanistan, en Syrie et au Yémen, du carnage à Gaza et de l'escalade des tensions avec l'Iran. Alors que les États-Unis déversent des milliards de dollars dans les guerres et le maintien des troupes à l'étranger, leurs citoyens font face à un chômage généralisé et à des programmes d'austérité qui les empêchent de bénéficier d'une éducation, de soins de santé et de logements décentes. Le militarisme américain à l'étranger a également entraîné une militarisation accrue de la police et de la violence sanctionnée par l'État à l'encontre de communautés de couleur et de personnes de genre non conforme.

Nous sommes avec des gens de conscience qui défendent partout dans le monde la paix, l'autodétermination et la justice. Nous espérons que la péninsule coréenne - autrefois une terre de conflits, brutalisée par plus d'un siècle de colonisation, de division et de guerre - deviendra une source de force et d'inspiration pour tous en tant que phare de la paix, de la réconciliation et de l'unification au XXI<sup>e</sup> siècle.

(Photo: Zoom in Korea)



---

**Le 74e anniversaire du jour J**

## **Le débarquement de Normandie**

**- Hilary LeBlanc -**



**Le débarquement du jour J en Normandie, 6 juin 1944**



Le 6 juin 1944, pendant la Deuxième Guerre mondiale, une force d'invasion composée d'Américains, de Britanniques et de Canadiens a débarqué sur la côte de Normandie. Cette date est maintenant connue sous le nom de jour J qui renvoie au débarquement dans le Nord-Ouest de l'Europe pour ouvrir un second front contre les forces nazies d'Adolf Hitler qui occupaient la France et la majeure partie de l'Europe et menaient une guerre barbare contre l'Union soviétique. Jusqu'alors, l'Union soviétique supportait l'essentiel de la lutte contre Hitler. De 1941 à 1945, les peuples soviétiques ont combattu plus de 75 % des forces allemandes et de l'Axe. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les pertes de l'Union soviétique ont été de plus de 20 millions de personnes.

Le débarquement en Normandie serait la plus grande invasion amphibie de l'histoire. Dans le cadre de l'opération Overlord, les alliés ont réussi à établir une tête de pont. La 1re Division d'infanterie des États-Unis a attaqué les plages portant le nom de code de Utah et Omaha. La 2e Armée britannique a attaqué les plages portant le nom de code de Gold, Juno et Sword ; les Canadiens ont débarqué à Juno au centre du front britannique. L'entreprise était formidable parce que les Allemands avaient transformé le littoral en une forteresse ininterrompue munie de canons, de casemates, de barbelés, de mines et d'obstacles de toutes sortes sur les plages.

Près de 150 000 soldats alliés ont débarqué ou ont été parachutés dans la zone de débarquement le jour J, y compris 14 000 Canadiens à la plage Juno. La Marine royale canadienne a fourni 110 navires et 10 000 marins et l'Aviation royale canadienne a fourni 15 escadrons de chasse et chasseurs-bombardiers. Le jour J, les pertes alliées ont été de plus de 10 000 hommes. Il y a eu 1074 victimes canadiennes, dont 359 morts.

Onze mois de combats allaient suivre le débarquement de Normandie. En mai 1945, l'Armée rouge a marché sur Berlin et les Allemands ont capitulé le 9 mai 1945, qui est célébré comme le Jour de la Victoire en Europe pour honorer tous ceux qui ont donné leur vie pour vaincre le nazisme et le fascisme.



**Le cimetière militaire canadien à Beny-sur-Mer, 2012. (R. Foot)**

*Historica Canada* souligne :

« Pendant des années, le dirigeant soviétique Joseph Staline demande aux Britanniques et aux Américains d'ouvrir un nouveau front de guerre en envahissant la France par l'ouest. Ce n'est qu'à l'été 1943 que les Alliés s'accordent enfin et prévoient l'invasion pour l'année suivante. On nomme ainsi le général américain Dwight Eisenhower commandant suprême de l'opération Overlord, nom de code de la plus grande invasion amphibie jamais réalisée.

« Les Alliés ont besoin d'un port de ravitaillement français pour soutenir adéquatement la Force d'invasion. Toutefois, après le raid désastreux du port de Dieppe, en 1942, durant lequel ont été tués, blessés ou capturés plus de 3369 Canadiens, les stratèges militaires savent bien qu'une attaque navale contre ce port bien défendu est de la pure folie. En fait, la majorité de la rive française de La Manche a été transformée en ce qu'on appelle le 'mur de l'Atlantique', constitué de kilomètres de fortifications, de nids de mitrailleuses et de bunkers allemands surplombant les estuaires et les plages, eux-mêmes couverts de barbelés, de fossés antichars et d'autres obstacles. [...]

« La campagne de Normandie arrive enfin à sa conclusion le 21 août 1944. Au même moment, la fermeture de la Poche de Falaise, en grande partie à cause des Canadiens, permet la capture d'environ 150 000 soldats allemands. La poursuite de l'ennemi en Hollande, en Belgique et en Allemagne peut désormais commencer. »

Aujourd'hui, il est courant d'entendre les impérialistes anglo-américains et européens rabaisser les exploits des peuples soviétiques pour vaincre Hitler en affirmant que c'est le débarquement historique de Normandie du 6 juin 1944 qui a brisé les reins d'Hitler. Cela permet d'affirmer que les États-Unis ont joué un rôle décisif pour sauver le monde de l'hitlérisme et de qualifier les guerres d'agression et d'occupation américaines de guerres de libération. Toutes les interventions militaires américaines depuis le débarquement de Normandie viseraient à contrer des dictatures et des tyrannies semblables à celles d'Hitler, s'inscrivant ainsi fidèlement dans la tradition du débarquement en Normandie.

Ce n'est pas le cas. C'est à Stalingrad que l'Armée rouge a brisé les reins d'Hitler et a ensuite chassé et refoulé ses forces nazies jusqu'à Berlin où elles ont été forcées de capituler. Cela n'enlève rien au fait que le deuxième front a occupé au combat une bonne partie des troupes nazies. Les pertes allemandes (tuées et blessées) dans la campagne de Normandie sont estimées à plus de 200 000, tandis que les Alliés ont subi 209 000 pertes sur les plus de deux millions de soldats débarqués en France depuis le jour J. On compte plus de 18 700 Canadiens parmi les victimes, dont plus de 5 000 soldats tués. Si les puissances anglo-américaines s'étaient jointes au front antifasciste appelé et créé par l'Union soviétique sous Staline, les pertes causées par l'occupation hitlériennes de l'Europe et l'invasion de l'Union soviétique n'auraient pas été aussi grandes. Mais leur motif principal était de sortir de la guerre avec un avantage sur l'Union soviétique.



À l'occasion de cet anniversaire, *LML* rend hommage à tous les hommes et à toutes les femmes qui ont contribué à la défaite du fascisme, du nazisme et du militarisme japonais lors de la Deuxième Guerre mondiale. Leur cause pour la paix, la démocratie et la liberté n'est pas la même que celle pour laquelle les impérialistes américains et les grandes puissances mènent des guerres aujourd'hui. Aujourd'hui, la lutte pour la paix, la liberté et la justice exige l'établissement de gouvernements antiguerre et la garantie que les pays sont des zones de paix et non de guerre

(Sources: Archives HBRS, *Historica Canada*)





# Le débarquement de Normandie et la réécriture de l'histoire

- François Lazure -

Dans un article publié à l'occasion du 70e anniversaire du jour J, l'historien militaire Benoît Lemay, du Collège militaire royal de Kingston, en Ontario, souligne : « Il y a plusieurs idées reçues concernant le débarquement de Normandie. On pense que c'est ce qui a permis aux Alliés de remporter la Deuxième Guerre mondiale. Il faut apporter des nuances. En fait, en juin 1944, l'Allemagne a déjà perdu. Le débarquement permet seulement d'accélérer la fin de la guerre. Ce sont les Russes, sur le front de l'Est, qui ont fait le gros du travail. Pour des raisons de propagande, dans les années de guerre froide qui ont suivi, l'Ouest va tenter de minimiser l'effort apporté par les Soviétiques. On va véhiculer que ce sont les Alliés qui ont fait le gros du travail ».[1]

Benoît Lemay explique ainsi les motifs du débarquement : « En réalité, les Alliés ont débarqué en France non seulement pour battre les Allemands, mais aussi pour que l'Europe de l'Ouest ne tombe pas sous la coupe soviétique. Il y avait un aspect politique et des intérêts économiques. ».[2]

Lors de leur rencontre à Téhéran fin-novembre 1943, les trois dirigeants, Staline, Churchill et Roosevelt, s'entendent : un second front sera ouvert. C'est le débarquement en Normandie le 6 juin 1944 qui ouvre ce deuxième front dans ce contexte militaire créé par l'Armée rouge où l'Allemagne, qui a déjà perdu la guerre à cause d'elle, doit dorénavant se battre sur deux fronts à la fois.

Selon les plans d'invasion, la ville de Caen devait être libérée le 6 juin au soir, mais les combats sont si féroces qu'elle n'est libérée que 40 jours plus tard, le 17 juillet. L'historien français Claude Quétel explique : « Le 22 juin 1944, un peu plus de quinze jours après le Débarquement en Normandie - et trois ans jour pour jour après l'invasion de l'Union soviétique par les armées nazies - Staline attaque, de son côté, les troupes hitlériennes. Objectif : maintenir un maximum de divisions allemandes à l'Est afin de faciliter la progression des Alliés à l'Ouest. Staline met le paquet. Pour cette opération, pas moins de 166 divisions, 1 300 000 hommes, 5 000 avions, 2 700 chars sont mobilisés. Le front principal n'est pas celui qu'on croit en Normandie : il est à l'Est. »[3]

Cependant, écrit Quétel : « Cette offensive soviétique, la plus grande depuis le début de la guerre, a été souvent occultée dans le monde occidental pour cause de guerre froide et de réécriture de l'Histoire. »[4]

Quétel nous dit : « Les victoires russes à Stalingrad et surtout à Koursk changent la donne. Le risque majeur pour les Anglo-Saxons n'est plus de voir Staline signer une paix séparée avec Hitler, mais de le voir remporter seul la victoire finale ! Il devient urgent de discuter de stratégie... avec les Soviétiques. La conférence de Téhéran réunit pour la première fois dans cette guerre Churchill, Roosevelt et Staline. »

L'historien Anthony Beevor résume ainsi ce qui se passe quelques jours avant le débarquement de Normandie : « Roosevelt tint à rappeler à ses subordonnés que les Alliés ne libéraient pas la France pour installer le général de Gaulle au pouvoir ». Le but des États-Unis consistait à « imposer un gouvernement militaire le temps que des élections soient organisées », ce qui prendrait un certain temps. Voilà pourquoi Roosevelt « insista sur la création d'une monnaie d'occupation ». Les désaccords furent sérieux dans l'entourage de Roosevelt et « Churchill fit de son mieux pour le persuader qu'il leur fallait travailler avec de Gaulle ». [5] Roosevelt céda. De Gaulle fut alors mis au courant du débarquement planifié à son insu dans son propre pays. Il

l'apprend le 4 juin, soit... la veille du débarquement tel que prévu à l'origine ! L'« occupation » d'une partie de l'Europe aura ainsi lieu quand même, mais sans « un gouvernement militaire » des États-Unis et sa « monnaie d'occupation » en France.



**Joseph Staline, Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill à la Conférence de Téhéran, tenue du 28 novembre au 1er décembre 1943**

Durant une entrevue, l'historien Beevor fit part de l'inquiétude des alliés anglo-américains à l'égard d'une capitulation de l'Allemagne seulement à l'Union soviétique si le débarquement de leurs troupes était retardé.

« La décision d'Eisenhower de lancer, en dépit des avertissements des spécialistes de la météo, les opérations le 6 juin, après un premier report le 5, n'a pas seulement été une décision courageuse, c'est une prise de position historique. S'il avait dit : on repousse la date, la prochaine fenêtre possible se situait exactement au milieu de la grande tempête du 19 juin, une des pires qu'aient connues la Manche. Il aurait donc fallu à nouveau suspendre les opérations probablement jusqu'au printemps 1945. Cela aurait eu des conséquences inimaginables non seulement pour le secret des opérations et pour le maintien pendant une très longue période de l'armada rassemblée en Grande-Bretagne, mais surtout, pendant ce temps, l'Armée rouge non seulement serait arrivée à Berlin, mais elle aurait eu le temps de dépasser le Rhin et d'aller, pourquoi pas ? jusqu'à La Rochelle... Vous imaginez le tableau ! »<sup>[6]</sup>

En juin 2014, lors de la commémoration du 70e anniversaire du débarquement en France, le président de la France d'alors, François Hollande, a déclaré que « Le sort de l'humanité s'est joué le 6 juin 44. [...] Je voulais que cette cérémonie puisse être utile, pas simplement pour la mémoire, pas simplement pour l'évocation du sacrifice, mais aussi parce que la paix est menacée aujourd'hui dans le monde. » Puis, il a utilisé le jour J comme justification de la violation des droits en France et la guerre à l'étranger : « C'est parce que la France a elle-même connu la barbarie qu'elle fait son devoir pour préserver la paix partout, aux frontières de l'Europe comme en Afrique. »<sup>[7]</sup>



La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré : « Ce 6 juin 44 [...] est le début de la libération » puisqu'au moyen de ce débarquement, ce sont les « Alliés qui ont lancé ce mouvement de libération pour nous libérer définitivement du nazisme. »

Arriva ensuite le président des États-Unis, Barack Obama : « C'est ici, sur ces rives, que le combat commun pour la liberté a changé de tournure ». Pour lui, le débarquement de Normandie devient « cette petite bande de sable dont dépendait non pas simplement l'issue d'une guerre, mais le cours de l'histoire de l'humanité ».[8]

En 2009, dans son discours du 65e anniversaire du jour J en 2009, Obama a déclaré : « Si les Alliés avaient échoué ici, l'occupation de ce continent par Hitler aurait pu se poursuivre indéfiniment. [...] La victoire a permis de prendre pied en France. [...] Et elle a rendu possible les réussites qui ont suivi la libération de l'Europe : le plan Marshall, l'OTAN, et la prospérité et la sécurité partagée qui en ont découlé. »[9]

Dans une déclaration publiée le 6 juin 2014 par le cabinet du premier ministre de Stephen Harper, celui-ci a fait écho à ces faussetés en disant que le débarquement de Normandie était « un moment décisif dans l'histoire du monde ».[10] Harper était tout aussi déterminé à assimiler le débarquement de Normandie aux guerres d'agression et d'occupations actuelles des États-Unis : les soldats canadiens enterrés en France sont « un rappel émouvant que notre pays défendra toujours ce qui est bon et juste. C'était vrai à cette époque, et c'est toujours vrai depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, notamment dans le cadre de nos missions en Corée, en Afghanistan et en Libye. »



**Lettre au courage de Stalingrad reçue de Roosevelt, 17 mai 1944**

Le rôle décisif de l'Union soviétique dans la défaite militaire de l'Allemagne fasciste était chose admise par tout le monde à l'époque, admise avant le suicide d'Hitler et la fin de la guerre. En fait, chose admise avant même le débarquement de Normandie par le président des États-Unis. Franklin D. Roosevelt, qui remet un diplôme à la ville de Stalingrad le 17 mai 1944, soit 20 jours avant le débarquement de Normandie, déclarait :

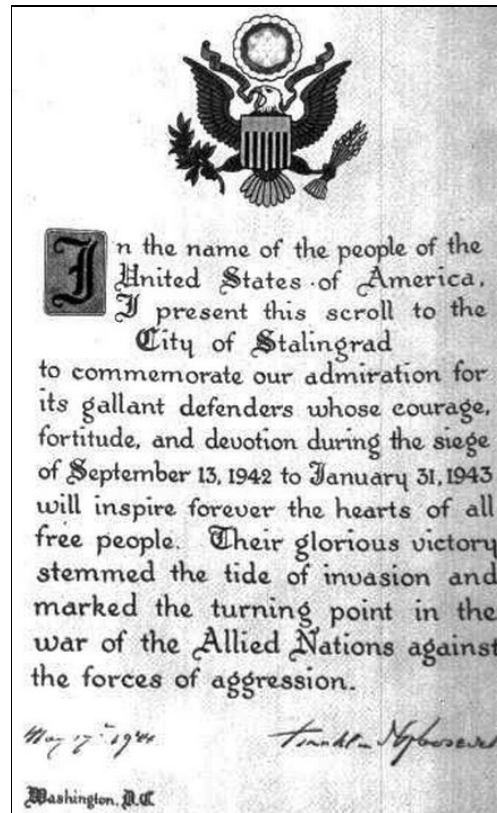
« Au nom du peuple des États-Unis d'Amérique, j'offre ce document à la ville de Stalingrad en témoignage d'admiration pour ses vaillants défenseurs dont le courage, la force d'âme et

le dévouement, manifestés pendant les journées du siège du 13 septembre 1942 jusqu'au 31 janvier 1943, inspireront éternellement les coeurs de tous les hommes libres. Leur glorieuse victoire a endigué le flot de l'invasion et marqué le tournant décisif de la guerre des Nations alliées contre les forces de l'agression ».[11]

Le « tournant décisif de la guerre » en janvier 1943 fut suivi sept mois après par la victoire à Koursk en août 1943, qui passe également à l'Histoire. Dans son rapport présenté publiquement à Moscou le 6 novembre 1943 à l'occasion du 26e anniversaire de la victoire de la Grande Révolution socialiste d'octobre, Staline déclare: « Si la bataille de Stalingrad annonçait le déclin de l'armée fasciste allemande, la bataille de Koursk l'a placée devant une catastrophe ».

« La cause du fascisme allemand est perdue, et le sanglant 'ordre nouveau' créé par lui marche à sa faillite. (...) Le temps où la clique hitlérienne annonçait à grand tapage la conquête de la domination mondiale par les Allemands est resté loin en arrière. Aujourd'hui, on le sait, les Allemands ne songent plus à la domination mondiale. Parbleu ! Il s'agit de sauver sa peau ! »[12]

Dans la *Pravda* du 1er mai, publiée 36 jours avant le débarquement de Normandie, Staline écrit: « Le bloc des États fascistes craque et se désagrège sous les coups de l'Armée rouge. [...] Aujourd'hui ces agents hitlériens [...] ne peuvent pas ne pas se rendre compte que l'Allemagne a perdu la guerre ».[13]



Staline souligne :

« Grâce à son offensive victorieuse, l'Armée rouge a atteint nos frontières d'État sur une longueur de plus de 400 kilomètres ; elle a libéré du joug fasciste allemand plus des trois quarts de la terre soviétique occupée. Il s'agit maintenant de nettoyer des envahisseurs fascistes toute notre terre et de rétablir les frontières d'État de l'Union soviétique sur toute la ligne, de la mer Noire à la mer de Barents ».[14]

Même s'il reste le quart du pays à libérer 36 jours avant le débarquement en Normandie, Staline note que déjà « l'Armée rouge a débouché sur nos frontières d'État avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie ; elle continue aujourd'hui à battre les troupes ennemies en territoire roumain ». Car « on ne saurait borner notre tâche à l'expulsion des troupes ennemies hors des frontières de notre Patrie. [...] Pour sauver du danger de l'asservissement notre pays et les pays alliés, il faut traquer le fauve allemand blessé, et l'achever dans sa propre tanière ».[15]

Bref, la patrie soviétique envahie se libère par elle-même et commence à libérer les autres. Initiée à Stalingrad, la marche vers la défaite des nazis se poursuit désormais au-delà des frontières nationales jusqu'à Berlin. C'est au mépris des forces antifascistes de Grande-Bretagne, des États-Unis, du Canada et de l'Europe, qui ont combattu héroïquement pour faire leur part dans la guerre, que les impérialistes anglo-américains prétendent avoir défait Hitler avec l'invasion de la Normandie. C'est fait pour faire croire que les guerres d'agression et d'occupation d'aujourd'hui



sont pour la démocratie, la paix et la liberté et c'est un affront encore pire à la contribution antifasciste des soldats qui ont combattu sur le Second Front.

## Notes

1. *La Presse*, 6 juin 2014
  2. *La Presse*, *op. cit.*
  3. *Le Monde Hors-série* : 1944/Débarquements, résistances, libérations ; mai-juillet 2014 ; *La bataille de Normandie en neuf points*, p.20-23
  4. *Ibid*
  5. Antony Beevor, *The Second World War*, Little, Brown and Company, New York, 2012
  6. *Le Point*; Beevor : « Ce n'était pas gagné d'avance » ; 5 juin 2014, pp 58-62
  7. *Le Monde*, 6 juin 2014
  8. Barack Obama, discours commémorant le 70ème anniversaire du débarquement de Normandie, 6 juin 2014
  9. Discours de Barack Obama au cimetière américain de Normandie, 6 juin 2009
  10. *La Presse*, *op. cit.*
  11. Staline, *Oeuvres*, Tome XVI, Nouveau Bureau d'édition, 1975. note 148
  12. *Ibid*, p. 56
  13. *Ibid*, p. 66
  14. *Ibid*, p. 41
  15. *Ibid*, p. 66
- (Abrégé pour publication dans LML à l'occasion du 74e anniversaire du Jour J)



---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**